

Direction régionale et Interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie

Unité territoriale des Yvelines

### Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 3 mars 2010, autorisant la société M.R.D.P.S Philippe GEFFRIAUD, dont le siège social est situé Chemin du Haut des Gravieres à Montesson (78360), à exploiter une installation de récupération et de stockage de déchets métalliques sur la commune de Freneuse (78840) Z.I. du Cognard ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 août 2012 mettant à jour le classement des activités exploitées par la société M.R.D.P.S. Philippe GEFFRIAUD, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 31 juillet 2014, suite à sa visite sur le site de Freneuse le 22 juillet 2014 ;

**Vu** le courrier du 31 juillet 2014 transmettant à l'exploitant le rapport de l'inspection des installations classées accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas effectué l'étalonnage de son portique de détection, conformément à l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2010 ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas effectué l'entretien du décanteur/déshuileur du site conformément à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mars 2010 ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté que le passage vers le boîtier de commande de la pompe de relevage est difficilement accessible, qu'il n'y a pas d'affichage indiquant clairement l'utilité du boîtier de commande et qu'il n'y a pas de procédure écrite pour la mise à l'arrêt et le redémarrage de la pompe de relevage en cas de sinistre conformément à l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**Considérant** que l'exploitant ne dispose pas d'extincteur mobile à poudre ABC de 25 kg au niveau du dépôt de gaz, ni d'extincteur mobile à poudre ABC de 50 kg au niveau de la cuve de gasoil conformément à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**Considérant** que l'exploitant ne possède pas de masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques qui doivent être mis à la disposition

de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre, conformément à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2010 ;

**Considérant** que la pompe de relevage des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, fonctionne en mode manuel ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 1er août 2014 ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société MRDPS est **mise en demeure à** compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé ZI du Cognard, Chemin du bout de l'île, 78840 Freneuse, de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2010 :

♦ Article 7.3.4 « Substances radioactives » : Réalisation d'un étalonnage du portique de détection (seuil de détection fixé à trois fois le bruit de fond local) ;

♦ Article 4.3.2 « Ouvrage de traitement » : Réalisation de l'entretien du décanteur/déshuileur du site et transmission du bordereau de suivi des déchets (BSDD) dès réception ;

♦ Article 4.2.4.2 « isolement avec les milieux » :

- Justification des mesures prises pour rendre facilement accessible le passage vers le boîtier de commande de la pompe de relevage ;
- Mise en place d'une signalisation du boîtier de commande de la pompe de relevage, clairement visible des hangars du site ;
- Mise en place d'une procédure écrite pour l'entretien préventif et la mise en fonctionnement du système d'isolement du site par rapport au milieu naturel. Cette consigne écrite prévoit également les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident survenant (incendie, déversement de produit, ...) susceptible d'entraîner une pollution des eaux ;

♦ Article 7.5.4 « Ressources en eau et mousse » :

- Équiper le site d'un extincteur mobile à poudre ABC de 25 kg au niveau du dépôt de gaz ;
- Équiper le site d'un extincteur mobile à poudre ABC de 50 kg au niveau de la cuve de gasoil ;

♦ Article 7.5.3 « Protections individuelles du personnel d'intervention » : Équiper le site de masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques mis à la disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

♦ Article 7.5.6.1 « Bassin de confinement » : Informer Monsieur le Préfet des Yvelines, des délais pour la remise en fonction de la pompe de relevage en mode automatique, pour maintenir le bassin de collecte des eaux pluviales à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (240 m<sup>3</sup>).

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 3 : Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Freneuse, le colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **25 AOÛT 2014**

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation  
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines  
**Henri KALTEMBACHER**

